

Les Paradoxes de l'Iran

idées reçues sur la République islamique

Fariba Adelhah

Issues de la tradition ou de l'air du temps, mêlant souvent vrai et faux, les idées reçues sont dans toutes les têtes. L'auteur les prend pour point de départ et apporte ici un éclairage distancié et approfondi sur ce que l'on sait ou croit savoir.

Le Cavalier Bleu
EDITIONS ■

sommaire

Introduction11

Fariba Adelhkhah

Iranienne d'origine, vivant en France depuis 1977, Fariba Adelhkhah est anthropologue et directrice de recherche au CERI (Centre d'études et de recherches internationales de Sciences Po), à Paris. Ses recherches portent sur les transformations sociales et les mutations politiques en Iran, ainsi que sur la diaspora iranienne et l'économie frontalière.

Du même auteur

- *La Révolution sous le voile. Les femmes islamiques d'Iran*, Paris, Karthala, 1991.
- *Thermidor en Iran*, en collaboration avec Jean-François Bayart et Olivier Roy, Bruxelles, Complexe, 1993.
- *Être moderne en Iran*, Paris, Karthala, 2006 [1998].
- *Ramadan et politique*, dir. en collaboration avec François Georgeon, Paris, CNRS, 2000.
- *Voyages du développement. Émigration, commerce, exil*, dir. en collaboration avec Jean-François Bayart, Paris, Karthala, 2007.
- *Les Mille et une frontières de l'Iran. Quand les voyages forment la nation*, Paris, Karthala, 2012.

Dieu dans la cité

- « En Iran, on ne sait pas qui gouverne. »27
- « L'Iran est la république des mollahs. »35
- « La République islamique est archaïque et obscurantiste. »47
- « La République islamique a recouvert le pays de mosquées. »59
- « L'économie iranienne est anti-capitaliste. »71
- « L'Iran cherche à se doter de la bombe islamique. »83
- « L'Iran est le trublion chiite du Moyen-Orient. »91

Amour et sacrifice

- « Le chiisme est mortifère. »109
- « La sexualité est un tabou en Iran. »115
- « Comme tous les musulmans, les Iraniens font trop d'enfants. »125
- « La condition féminine est déplorable. »131
- « En Iran, la vie est austère. »141

Liberté

- « Il n'y a aucune liberté. »147
- « Ahmadinejad est revenu au radicalisme révolutionnaire. »153
- « L'Iran est une dictature. »161
- « Culture, minorités... La révolution islamique a tout balayé. »171
- « La révolution islamique a poussé les Iraniens à l'exil. » .187

« Le peuple iranien aspire à la réforme. »	195
« Les Iraniens veulent sortir de la révolution religieuse. »	207
« Les sanctions vont venir à bout du régime. »	213
Conclusion	219
Annexes	
Glossaire	225
Pour aller plus loin	229

« Ahmadinejad est revenu au radicalisme révolutionnaire. »

La bombe dans une main et le Coran dans l'autre, Mahmoud Ahmadinejad se croit porteur d'une mission divine qui imposerait de plonger le monde dans l'apocalypse nucléaire afin de hâter le retour sur terre de l'imam caché, le « Messie » des chiïtes.

Michel Taubmann, extrait de la 4^e de couverture de *La Bombe et le Coran*, 2008

L'élection surprise de Mahmoud Ahmadinejad à la présidence de la République, en juin 2005, a été interprétée comme un retour du régime à son radicalisme révolutionnaire initial, ne serait-ce que parce que ce jeune et bouillant candidat avait battu Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, père de la libéralisation économique au lendemain de la mort de l'imam* Khomeyni et réputé modéré, notamment dans le domaine de la politique extérieure. L'intéressé a vite confirmé les appréhensions que sa victoire avait fait naître en réitérant avec force la non-reconnaissance de l'État d'Israël, qu'il entendait « effacer de la carte », et plus encore en doutant publiquement de la réalité historique de la Shoah. En outre, ce que l'on savait de son itinéraire politique donnait à penser qu'il entretenait des liens étroits avec les Gardiens de la Révolution* et les services de sécurité. De là à se convaincre qu'il participait d'un complot ultra-conservateur destiné à empêcher la reconduction des réformateurs qui avaient conquis la présidence de la République

en 1997 et la majorité au Parlement en 2000, il n'y avait qu'un pas. Beaucoup le franchirent d'autant plus facilement que Mahmoud Ahmadinejad paraissait avoir bénéficié du soutien du Guide de la Révolution, Ali Khamenei. La preuve définitive du fondamentalisme révolutionnaire du nouveau président fut apportée en juin 2009 lorsqu'il se présenta pour un second mandat présidentiel et qu'il fut déclaré réélu contre toute attente, compte tenu de l'ampleur de la mobilisation du camp réformateur. Des accusations de fraude fusèrent vite, et la précipitation avec laquelle le Guide de la Révolution proclama la victoire de Mahmoud Ahmadinejad pour s'en féliciter, en prenant explicitement parti pour lui, parut indiquer qu'il y avait bien anguille sous roche. Quoi qu'il en fût, la foule descendit dans la rue et la brutalité de la répression conforta définitivement l'idée d'un coup d'État électoral des radicaux, dont Mahmoud Ahmadinejad n'était que le fondé de pouvoir.

Néanmoins, les choses s'avèrent plus compliquées. Tout d'abord, Mahmoud Ahmadinejad n'était pas le candidat des conservateurs en 2005, mais celui de l'une de leurs sensibilités, la fraction des Fertilisateurs (*âbâdgarân*) que certains ont qualifiée, à tort ou à raison, de néo-conservatrice. Les Fertilisateurs se sont tenus à l'écart des préparatifs électoraux des ténors conservateurs, Ali Larijani, Mohsen Rezaï et Mohsen Ghalibaf, qui bénéficiaient du soutien de la droite conservatrice traditionnelle, en particulier du parti des Motalefeh (le Parti de la coalition islamique), proche du bazar, et vraisemblablement de celui du Guide de la Révolution et du milieu clérical. À la stupeur générale, l'*outsider* Mahmoud Ahmadinejad a devancé les candidats conservateurs, et aussi ceux de la gauche et des réformateurs,

et il est resté en lice au second tour contre Ali Akbar Hachemi Rafsandjani. Il a poussé son avantage dans la suite de la campagne électorale et est passé devant celui-ci.

S'agissait-il pour autant d'un retour dans le giron de la révolution ? En réalité la part de la contingence a été déterminante dans ce résultat. Les réformateurs et la gauche ont commis une grave erreur en faisant d'Ali Akbar Hachemi Rafsandjani leur adversaire principal sans voir qu'ils couraient un plus grave danger que le retour au pouvoir de celui-ci. Et, au second tour, les électeurs ont moins voté pour Mahmoud Ahmadinejad, un inconnu, que contre le symbole de la libéralisation économique des années 1990 et de l'aggravation de l'inégalité sociale qui s'en était suivie, ou tout simplement contre le témoignage d'un âge révolu : « Dix ans ça suffit ! », criaient les Français en 1968, avant de renvoyer le général de Gaulle à Colombey-les-deux-églises. Un autre fait notable a été la démobilisation de la classe moyenne, que le bilan gouvernemental de Mohammad Khatami, de 1997 à 2005, avait déçue.

Par ailleurs, Mahmoud Ahmadinejad représentait quelque chose de plus complexe que les seuls intérêts des Gardiens de la Révolution ou des sécuocrates. Ceux-ci étaient sans doute plus proches de Mohsen Ghalibaf, héros de guerre – il avait reconquis Khorramshahr à l'âge de 22 ans – ou de Mohsen Rezaï, l'ancien commandant en chef des Gardiens de la Révolution, encore que celui-ci retira sa candidature trois jours avant le premier tour. À l'inverse, les états de service de Mahmoud Ahmadinejad en la matière étaient des plus maigres. Son succès électoral tenait à son populisme, qui flattait la soif de justice des masses, notamment dans les banlieues, à son volontarisme, et surtout à sa qualité

d'homme nouveau, n'ayant jamais occupé de postes de premier plan autres que ceux de préfet, de gouverneur et, depuis 2003, de maire de Téhéran, et n'étant pas issu de l'élite sociale, marchande, cléricale ou intellectuelle du pays, au contraire de la quasi-totalité de ses hommes politiques depuis des lustres, à l'exception de Reza Shah Pahlavi (Mohammad Mosadegh, Mehdi Bazargan, Bakhtiyar, Rouhollah Khomeyni, Ali Khamenei, Ali Akbar Rafsandjani, Mohammad Moussavi, Mohammad Khatami étaient tous bien nés). De façon significative, il était aussi le premier président de la République islamique à ne pas être membre du clergé, depuis Abolhassan Banisadr qui avait très brièvement occupé cette fonction en 1980-1981, encore que celui-ci fût le fils d'un grand clerc. Et l'homme moyen pouvait aisément s'identifier à son parcours universitaire dans une faculté publique d'ingénierie, à sa Peugeot, à son attaché-case et à son petit blouson.

Une fois parvenu aux affaires, Mahmoud Ahmadinejad a délaissé les thématiques révolutionnaires habituelles de la République. Il a peu parlé d'islam, sinon pour évoquer sa dévotion envers le douzième Imam et la sollicitude que ce dernier lui réservait – une sensibilité mahdiste qui n'est pas du goût de la hiérarchie cléricale. En revanche, il a repris à son compte une partie du vocabulaire des reconstruteurs rafsandjanistes et des réformateurs khatamistes, à commencer par celui de la « fertilisation » qui avait été le grand cheval de bataille de l'un de ses illustres prédécesseurs à la mairie de Téhéran, le rafsandjaniste Gholamhossein Karbastchi. Surtout son discours est devenu de plus en plus national, pour ne pas dire nationaliste. Et l'on voit bien comment il se pose en Mossadegh du nucléaire dans son conflit avec les

puissances occidentales. Il a également multiplié les gestes et les propos provocateurs, ou a laissé ses plus proches conseillers le faire, sur quelques-uns des sujets les plus sensibles au sein du régime : le port du voile, les antennes satellite, l'accès des femmes aux stades de football. Esfandiyar Rahim Mashai, le père de sa brue, qu'il aurait voulu désigner comme vice-président de la République n'eût été l'opposition du Guide de la Révolution, et qu'il verrait bien lui succéder, a été particulièrement iconoclaste en multipliant les contacts avec la diaspora, en promouvant le tourisme sans être trop regardant sur les normes islamiques, ou en déclarant que les Iraniens étaient les amis de tous les peuples, « y compris celui d'Israël ». Mahmoud Ahmadinejad s'est posé comme le héraut d'une iranité atemporelle et d'un national-chiisme à faire blêmir les sunnites dans sa prétention à porter le Message du Prophète. Ce faisant, il trouve un écho certain dans les profondeurs du pays, quand bien même il en bouscule la bienséance.

Même dans le domaine de la politique étrangère, Mahmoud Ahmadinejad s'est montré beaucoup plus réaliste et modéré que ne peuvent le faire croire son style de trublion et ses philippiques négationnistes ou antisémites. Ces dernières ont d'ailleurs été marquées plus par une ignorance, certes crasse et scandaleuse, à propos de faits historiquement établis que par l'antisémitisme. Après tout, plusieurs dizaines de milliers de juifs continuent de vivre en Iran depuis la révolution, élisent un représentant au Parlement, se rendent régulièrement en Israël et n'ont pas été inquiétés sur une base ethno-religieuse, même après les allégations intempestives du président de la République que nombre de personnalités politiques iraniennes ont au

demeurant désavouées. Mahmoud Ahmadinejad a réitéré la propagande antisioniste classique du régime qui a pris la tête du Front du refus (contre les accords de paix d'Oslo en 1993), non sans y ajouter son génie d'un genre particulier. Vis-à-vis d'Israël et du Proche-Orient en général, il a endossé le soutien politique, financier, militaire au Hezbollah* libanais, au Hamas palestinien et au régime syrien, dont il a appuyé la répression féroce depuis le déclenchement de la guerre civile en 2011. Mais il est peu probable qu'il soit lui-même à l'origine de cette ligne diplomatique. En fait, il n'affiche aucune propension au bellicisme. Il semble partisan d'un réchauffement des relations de l'Iran avec l'Arabie Saoudite et l'Égypte, même si l'on peut penser que ses discours ne le facilitent pas. Et surtout il est réputé être favorable à des positions plus souples que d'autres sur la question nucléaire et à une reprise du dialogue avec les États-Unis, pour autant qu'on puisse le savoir tant la boîte de la prise de décision est noire en République islamique.

Mais c'est surtout dans le domaine de la politique économique que Mahmoud Ahmadinejad a pris à contre-pied ses contempteurs. Bien loin d'en revenir à l'économie administrée et au Welfare State des débuts de la République, il a mis en œuvre un ajustement structurel d'inspiration néolibérale dont même Ali Akbar Hachemi Rafsanjani n'avait sans doute pas osé rêver, tout attaché à la libéralisation qu'il fût. Les protections sociales dont disposaient les travailleurs ont été démantelées. Les subventions aux produits de base ont été supprimées, y compris celles dont bénéficiait l'essence. L'Organisation du plan, héritée des Pahlavi, a été supprimée. Le partenariat public-privé s'est épanoui et a renforcé un puissant « quatrième secteur » du monde des

affaires, en contrepoint du secteur public, du secteur privé et du secteur coopératif, à l'interface des positions de pouvoir politique et de l'accumulation économique particulière. En huit ans de gouvernement de facture populiste et prodigue en cadeaux électoraux, l'économie iranienne s'est en réalité profondément transformée, aux antipodes des idéaux socialistes d'une bonne partie des révolutionnaires de 1979.

Cela n'a pas empêché la majorité conservatrice au Parlement de mener une guerre sans répit contre un président de la République qui décidément n'était pas sa créature, comme on l'a trop souvent dit. Avec l'audace et le toupet qui le caractérisent, Mahmoud Ahmadinejad veut désormais que « vive le printemps ». Il y a du Nicolas Sarkozy chez cet homme. Pur produit du système, il prétend incarner la rupture. Il confond gouvernement et agitation. Il n'est pas avare de provocations et se montre volontiers brouillon. Il est prompt à dénoncer l'incompétence ou la corruption des autres et pense qu'« il n'y a qu'à » pour réussir. Mais de là à en faire le symbole du retour de la révolution iranienne à sa source, il y a une erreur à ne pas commettre. Mahmoud Ahmadinejad aura au contraire contribué à la désacralisation de la fonction du Guide en lui tenant tête à plusieurs reprises, à la sécularisation des institutions en tournant le dos au clergé et en faisant prévaloir le répertoire nationaliste sur l'idéologie islamique. Il a également concouru au renouvellement de la classe politique en arrachant celle-ci au monopole des grandes familles de l'*establishment*, fût-il clérical et révolutionnaire.

Qu'il représente un principe autoritaire de pouvoir politique, nul n'en doute. Mais le paradoxe final veut qu'il sera désormais beaucoup plus difficile de truquer des élections,

au point de rendre quasiment impossible leur organisation ou en tout cas leur crédibilité. La dénonciation de la fraude est désormais aussi universelle dans la République islamique que celle de la corruption. Élections, prééminence du Guide, influence du clergé, État-Providence, intégrité et justice : ce sont les piliers mêmes du système issu de la révolution qui se voient ébranlés, plutôt qu'étayés, au sortir des deux mandats de Mahmoud Ahmadinejad, auquel la Constitution interdit d'être à nouveau candidat dans l'immédiat. Reste maintenant à savoir s'il aura été l'homme de la recomposition du régime, sur une base nouvelle, ou son fossoyeur. L'avenir le dira, qui pourrait bien le voir se représenter à l'élection présidentielle de 2017 si, entre-temps, un régime purement parlementaire n'a pas été instauré comme on en prête l'intention au Guide de la Révolution. Il est en tout cas assez clair que Mahmoud Ahmadinejad entend rester dans le jeu, fût-ce par personnes interposées, outre le fait que son statut d'ancien président de la République fera de lui un membre de droit de plusieurs des institutions centrales de l'État, telles que le Conseil du Discernement et le Haut Conseil de la sécurité nationale, en charge notamment de la politique nucléaire du pays.